

4

Questions à Robert Chapuis

1 Voilà plusieurs mois maintenant qu'un débat s'est instauré entre le Parti communiste et le PSU. Quel est l'objet de ce débat ? Peut-il aboutir à un accord et dans quels délais ?

Robert Chapuis : C'est en effet le 3 octobre, une semaine après une rencontre de deux délégations représentatives du PCF et du PSU, que des groupes de travail communs ont été mis en place. Il est vite apparu qu'il n'y avait pas d'accord stratégique possible entre les deux organisations : le PCF situe son action dans le cadre du Programme commun qu'il a établi avec le Parti socialiste en vue « **d'instaurer une véritable démocratie politique et économique** » (comme le dit le préambule du Programme) ; et pour notre part, nous situons notre action dans la ligne du socialisme autogestionnaire, qui implique, au départ de toute expérience de gauche, de nouvelles formes de pouvoir — y compris au niveau de l'Etat — et de développement.

Mais il est apparu en même temps que, face au régime et pour faire échec à la politique réactionnaire du pouvoir, nos deux organisations avaient défini de part et d'autre un certain nombre d'objectifs concrets d'action : des convergences se manifestaient ; il était possible de les exprimer, autour de quelques grandes questions concernant le travail, la vie sociale et l'Europe. Il était possible aussi d'aboutir ensemble à un certain nombre d'analyses et de constats.

Un travail important a déjà été réalisé : il me semble que les différentes contributions des groupes devraient être rassemblées en un texte

unique dans le courant du mois d'avril. Il restera aux deux partis à donner leur accord sur ce texte, ce qui paraît envisageable à l'heure actuelle. Il est vrai que les expériences passées ne sont pas très encourageantes : pour les élections municipales de mars 70, l'accord n'a pu se réaliser au dernier moment sur le texte définitif, malgré une élaboration commune pendant plusieurs semaines. Aujourd'hui, néanmoins, on peut penser que l'idée d'une unité d'action offensive, sur une base populaire, a fait de grands pas et que l'on ne peut faire au régime le cadeau de nos désaccords en ce domaine.

2 Les divergences stratégiques entre le Parti communiste et le PSU sont connues. Quels peuvent donc être le sens et les bases d'une discussion commune ?

R.C. : Nous ne sommes pas en période électorale et des présidentielles ne se traitent pas comme des législatives. La conjoncture est donc un peu moins à la compétition entre les organisations ou les courants qui divisent la gauche : l'unité populaire a peut-être ses chances. Les travailleurs ne comprendraient pas que les organisations qui leur sont liées, ne pensent qu'à se déchirer entre elles et oublient de leur proposer les moyens d'unifier leurs luttes, d'affirmer leur force collective au moment où l'oppression capitaliste se renforce dans tous les domaines.

Nous refusons au Parti communiste le droit de se proclamer le parti de la classe ouvrière, mais il serait absurde de contester le fait qu'il joue un rôle politique déterminant à l'égard de la classe ouvrière. Le PSU est, non seulement à nos yeux, mais de plus en plus aux yeux de tous, un parti de classe étroitement lié aux diverses formes de la lutte de classes dans notre société : le socialisme autogestionnaire représente, pour la classe ouvrière, une référence de plus en plus forte et significative.

Un accord, même limité, entre le PCF et le PSU, sur un certain nombre d'objectifs communs contribuerait certainement à une mobilisation populaire sur une base de classe : il manifesterait une étape nouvelle dans la prise

de conscience des masses et ouvrirait au socialisme une chance de réalisation supplémentaire. Or, pour nous, la révolution est l'affaire des masses : le rôle des organisations ouvrières est de libérer leur initiative. Il nous faut voir comment jouer ce rôle non dans des conditions idéales ou dans un autre pays, mais dans notre société telle qu'elle est, *hic et nunc...* Il se joue dans les luttes bien sûr, mais aussi dans les rapports entre organisations. Si ces rapports, par la définition d'objectifs d'action, peuvent se rapprocher des luttes, que demander de mieux ?

3 Comment se situe le débat avec le PC par rapport à la proposition d'un Pacte d'unité d'action anticapitaliste qui s'adresse à l'ensemble des forces politiques et syndicales ; du mouvement ouvrier ?

R.C. : En proposant un tel pacte lors de notre dernier Conseil national, nous avons voulu contribuer à placer l'unité sur son véritable terrain, là où les travailleurs peuvent exercer directement leur contrôle et leur action. Le capitalisme connaît des contradictions importantes, à l'échelle nationale et internationale : lui laisserons-nous le temps de les résoudre ou en profiterons-nous pour faire passer l'offensive ouvrière sur le plan politique ?

Nous ne pouvons attendre que le mouvement ouvrier ait réglé ses propres contradictions, léguées par l'histoire ou les conditions de la lutte des classes en Europe. Il nous faut, dès que cela se peut, engager les dialogues utiles, montrer que l'unité d'action est possible, malgré les divergences stratégiques. Notre « contentieux » avec le PCF depuis mai 68 est connu : un accord avec lui traduirait clairement qu'il existe une issue et que la voie est ouverte pour l'unité de combat entre l'ensemble des forces populaires.

Le pouvoir s'efforce d'enfermer la gauche dans le débat entre communistes et non-communistes. La perspective de l'autogestion socialiste implique au contraire un débat en termes de classe et non plus seulement de partis. D'où une double exigence :

— **affirmer l'autonomie du courant socialiste autogestionnaire**, ce qui se mesure aussi dans sa capacité de dialogue avec le PCF, avec ses conceptions de la démocratie et du socia-

lisme : ainsi éviterons-nous les pièges que nous tend la bourgeoisie qui ne dédaignerait pas de récupérer l'autogestion en la vidant de son contenu de classe. L'unité d'action conflictuelle avec le PCF est un aiguillon utile pour les socialistes autogestionnaires.

— **ne pas nous en tenir à des accords entre partis** : les organisations syndicales doivent être parties prenantes de l'unité d'action, tout en conservant la fonction qui leur est propre. La polémique entre la CGT et la CFDT aura été utile si elle permet de mesurer l'importance politique que peuvent avoir leurs divergences, mais aussi du même coup leurs convergences dans l'action.

Notre espoir, c'est qu'un accord, s'il se conclut entre le PCF et le PSU, ouvre la voie à des accords plus larges entre les forces populaires, syndicales et politiques, afin d'opposer à la politique commune du pouvoir et du patronat une unité d'action offensive de l'ensemble des travailleurs. La réalité se chargera de montrer qu'elle n'est utile et possible que sur une base anti-capitaliste.

4 Les signataires du Programme commun viennent de proposer, après le PSU, un certain nombre d'objectifs d'action dans la période actuelle. Un débat ne paraît-il souhaitable et possible sur ces objectifs ?

R.C. : Précisons bien d'abord notre position à l'égard du Programme commun. A nos yeux, c'est un contrat de gouvernement passé entre le PC et le PS, et auquel se sont ralliés les Radicaux de Gauche. Nous ne l'avons pas signé et nous avons expliqué pourquoi. Nous le considérons comme un fait et nous n'entendons nullement nous substituer aux parties contractantes pour en demander le changement ou l'amélioration.

Nous constatons seulement que ce contrat peut avoir un sens quand il s'agit de préparer la mise en place d'un gouvernement de gauche. A l'heure actuelle, il s'agit de lutter contre une vaste offensive lancée sur tous les plans par le capitalisme pour sauver sa mise ; il s'agit aussi de lutter contre un régime qui est prêt à se maintenir par tous les moyens, y compris la force et la répression. Nous n'en sommes pas à voir com-

ment installer un gouvernement de gauche ! Le Programme commun ne correspond donc pas à la situation, même pour ses propres signataires. C'est pourquoi, ils doivent rechercher à leur tour la définition d'un certain nombre d'objectifs d'action.

Quand on voit les cinq mesures proposées le 19 mars, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit plutôt de préparer une action de type-parlementaire en conformité avec la nature du Programme commun. Néanmoins, c'est une première tentative : d'autres peuvent la suivre, en vue d'une action qui engage les travailleurs eux-mêmes, en relation avec leurs luttes, leurs revendications, leurs aspirations ; nous avons-nous-mêmes, les 16 et 17 mars, proposé des objectifs d'action. On peut imaginer que le dialogue entre CGT et CFDT se termine mieux qu'il n'a commencé et propose également des éléments de plateforme. Dans les semaines à ve-

nir, le débat sur les objectifs va nécessairement s'ouvrir et s'élargir. A travers lui, nous en avons le sentiment, s'ébauche la contre-offensive des forces populaires qui permettra de faire face aux échéances politiques et sociales que le pouvoir devra bien affronter. C'est en dire l'importance non seulement pour nous, mais pour l'ensemble du mouvement ouvrier. ■